

L'activité dans son ensemble a accusé une légère perte de vitesse en région Centre au cours du 4^e trimestre. Cela ne semble pas être le cas en Loir-et-Cher, si l'on en juge par bon nombre d'indicateurs plutôt bien orientés.

On constate en premier lieu un **redressement très net des chiffres d'affaires**, après le creux estival. Le **bilan 2006** est en conséquence franchement positif avec une **croissance de 10 %**. Autre signe tangible, le **rebond spectaculaire des échanges commerciaux**. Là encore, la performance des entreprises départementales sur l'ensemble de l'année ne laisse aucune équivoque : + 15 % pour les exportations, un peu plus encore pour les importations. En ce qui concerne ces dernières, il convient de souligner l'évolution positive des achats de bien d'équipement, qui est en lien direct avec la **prise de l'investissement** (+ 16 % en 2006). Le parc immobilier destiné aux activités n'est pas en reste, les **nouvelles surfaces mises en chantier ayant dépassé de 35 %** le total antérieur. La concrétisation de grands projets logistiques, gros consommateurs d'espace, prend évidemment une grande part dans ce résultat.

Le **renouvellement du tissu des petites entreprises** du Loir-et-Cher se poursuit sur un rythme soutenu. Le nombre des créations demeure très proche de ses meilleurs totaux pour les ressortissants de la CCI et continue de croître pour ceux de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat. Le millésime 2006 devrait d'ailleurs rester dans les annales de **l'artisanat** avec la **création nette de près de 190 entreprises**. Globalement, on remarque que

ces performances concernent pour l'essentiel deux activités : le Bâtiment et les Services. Le secteur de la construction reste notamment porté par la **fermeté de la demande en logements**. Le total 2006 des mises en chantier constitue le deuxième meilleur résultat de ces dix dernières années.

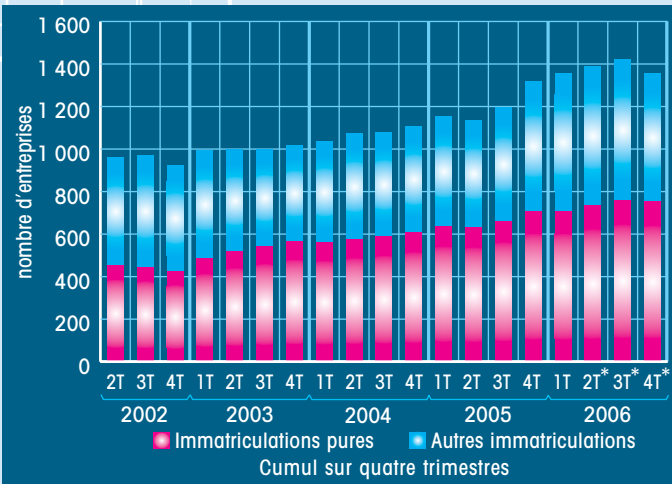
Le rebond de l'activité au 4^e trimestre s'est traduit directement par **l'augmentation des intentions d'embauche** et la **création concrète d'emplois**. Le département aurait ainsi gagné plus de **1 700 postes de travail nets** en 2006, en données corrigées des variations saisonnières. La meilleure performance est à porter au crédit du **Romorantinais**, dont les effectifs se seraient accrus de **870 salariés**, soit presque 6 %. On remarque toutefois le poids élevé de l'intérim dans ces nouveaux postes (+ 10,6 % en un an), indice probable du caractère encore fragile de cette reprise.

Autre conséquence du recours accentué au travail précaire, **l'augmentation importante des nouvelles inscriptions** à l'ANPE entre octobre et décembre consécutives aux fins de missions. Malgré des flux de sortie eux aussi très étoffés, le chômage a marqué une très légère reprise (en données cvs) au cours du dernier trimestre. La tendance de fond demeure toutefois à la décline, le nombre des demandeurs d'emploi non satisfaits ayant diminué de 8,6 % en 2006 et le **taux de chômage** s'établissant à **7,3 %** au 31 décembre.

À la fin de l'année, le nombre des **bénéficiaires du RMI** est quasiment identique à celui d'il y a un an. Les hausses et les baisses n'ont cessé de se succéder, dans des volumes toutefois limités.

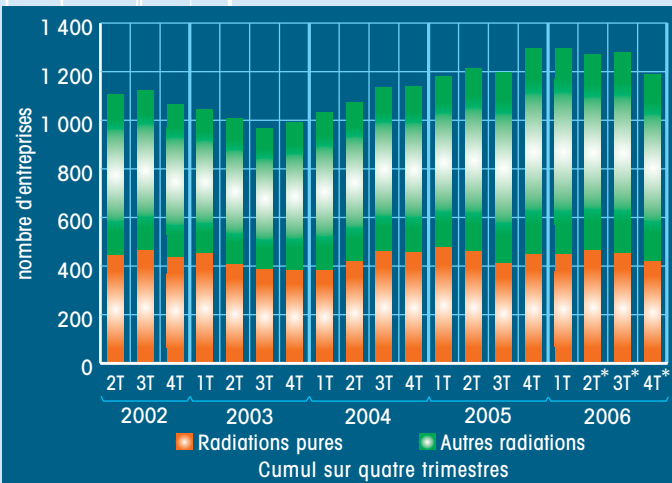
L'ACTIVITÉ REBONDIT EN FIN D'ANNÉE

1 CRÉATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



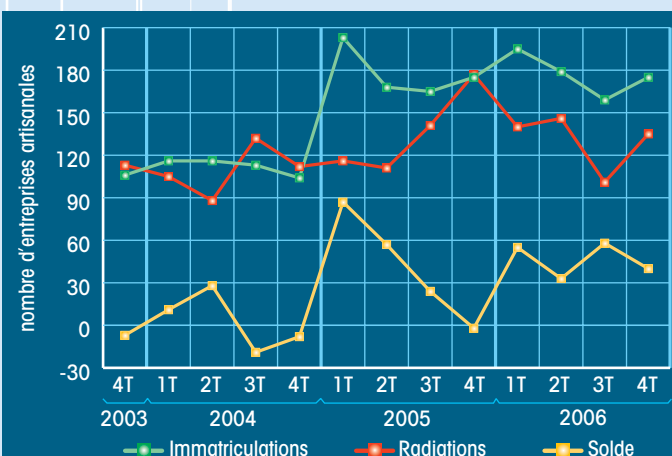
source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher
* données provisoires

2 RADIATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher
* données provisoires

3 MOUVEMENTS DES ENTREPRISES ARTISANALES



source Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Loir-et-Cher - Répertoire des Métiers

UN FAMEUX MILLÉSIME POUR L'ARTISANAT

Selon les données provisoires, la Chambre de Commerce et d'Industrie aurait enregistré **181 immatriculations pures** ❶ au 4^e trimestre, soit à peine moins qu'au cours de l'été (chiffre corrigé à 186). Sur l'ensemble de l'année 2006, le total s'élèverait à **755 créations**, soit 45 de plus qu'en 2005. Deux activités ont fait mieux que durant l'année précédente : le Bâtiment (+ 62 %) et les services collectifs (+ 33 %). Dans tous les autres cas, on note une performance équivalente (commerce) ou moindre.

Les radiations ❷ pourraient être en hausse.

Les données annuelles, encore très provisoires ne sont en effet pas très éloignées du résultat définitif de 2005. Les régularisations, nombreuses en fin d'année, devraient a priori générer un total supérieur au précédent. Néanmoins, l'écart avec les créations est tel que **le solde devrait se révéler de nouveau largement positif**.

2006 restera une grande année pour l'Artisanat. Le dernier trimestre a largement confirmé, voire bonifié, les résultats antérieurs. La Chambre de Métiers et de l'Artisanat a en effet enregistré **175 immatriculations** ❸ durant cet automne, soit une **quinzaine de plus** qu'au trimestre précédent et presque autant qu'au printemps. Dans le même temps, le **nombre des radiations est relativement modéré** pour un dernier trimestre : **135**, soit plus d'une trentaine de moins qu'au 4^e trimestre 2005. Le **total de l'année** s'établit ainsi à **708 immatriculations** (- 3) et **522 radiations** (- 23), générant un **solde positif de 186 unités** (+ 20). Il est pour l'essentiel concentré sur deux activités, le Bâtiment (+ 121) et les Services (+ 50). La plupart des autres branches présentent un solde faiblement positif, à l'exception du travail des métaux (- 2). On notera que dans l'alimentation, les résultats du dernier trimestre ont permis d'équilibrer les mouvements d'entreprises sur l'ensemble de l'année.

L'ACTIVITÉ A RETROUVÉ DU TONUS AU DERNIER TRIMESTRE

Après le creux constaté durant l'été, les **chiffres d'affaires des entreprises** ❶ du département se sont bien redressés au cours de ce dernier trimestre 2006. Les informations fournies par les Services Fiscaux font état en effet d'un montant total de 2,49 milliards d'euros, en **hausse de 6,3 % en trois mois**. Ce résultat est surtout **supérieur de 12,5 % à celui de l'automne 2005**. Sur l'ensemble de l'année, l'activité s'est d'ailleurs montrée nettement plus ferme, puisque le chiffre d'affaires total atteint 9,61 milliards d'euros en **données cumulées, soit 10 % de plus qu'en 2005**.

Le volume des **déclarations** préalables à l'**embauche** recueillies par l'URSSAF au titre de l'**intérim** ❷ est une nouvelle fois supérieur au trimestre de référence de 2005; il se monte à **27 119** entre octobre et décembre, soit **9,2 % de plus qu'à l'automne précédent**. Avec un total général de 105 978 intentions, le **bilan 2006 se solde par une hausse de 6,4 %**. Le recours à l'intérim poursuit ainsi la remontée amorcée l'an dernier après le recul sévère enregistré en 2003 et 2004.

Les informations relatives au **chômage partiel** ❸ sont toujours indisponibles.

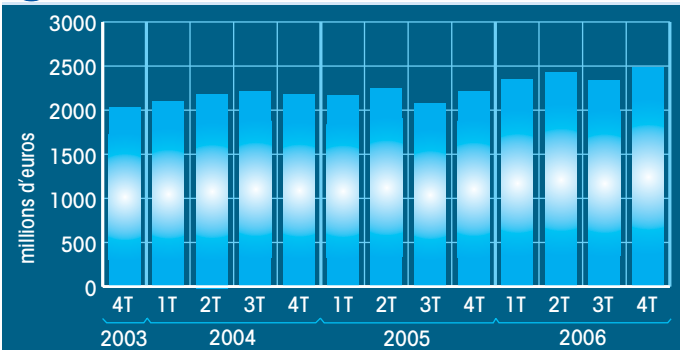
La **part des cotisations URSSAF¹ restant dues à l'échéance** ❹ s'est établie à 0,78 % fin décembre. Depuis trois trimestres, elle ne varie plus. Il semble que l'on a atteint un seuil difficilement compressible.

FORT REBOND DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Les **échanges commerciaux** ❺ du Loir-et-Cher ont connu en fin d'année un rebond assez spectaculaire qui fait plus que compenser le creux estival. Durant ce 4^e trimestre, les entreprises du département ont **vendu à l'étranger pour plus de 410,6 M €** de marchandises, soit près de **10 % de plus** qu'entre juillet et septembre. **L'augmentation est deux fois plus importante par rapport au dernier trimestre 2005 (+ 19 %)**. Cette performance est à souligner, d'autant que les exportations régionales, bien qu'en progrès sur le trimestre, sont moins fournies qu'à l'automne 2005. Sur l'ensemble de l'année 2006, les exportations départementales sont **supérieures de 15,1 %** à celles de 2005. À l'exclusion notable des équipementiers automobiles, les valeurs

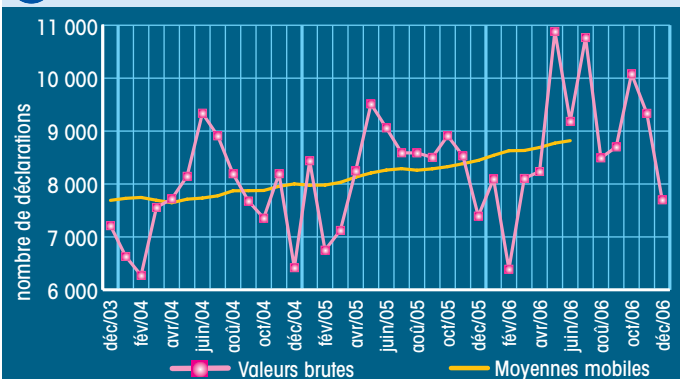
(1) À partir du 1^{er} trimestre 2003, l'URSSAF de Loir-et-Cher a recalculé le montant des cotisations liquidées et des restes à recouvrer en tenant compte du versement des cotisations du département quel que soit le lieu où elles sont encaissées. Les champs étant différents, les chiffres ne sont pas comparables à ceux de l'ancienne série.

❶ CHIFFRES D'AFFAIRES DES ENTREPRISES



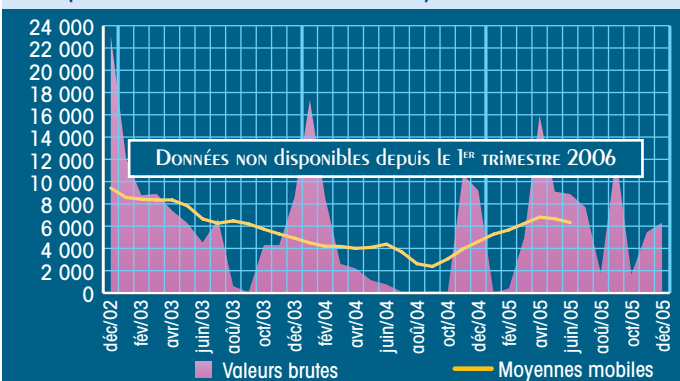
source Direction des services fiscaux : à partir du 1^{er} janvier 2002, chiffre d'affaires des entreprises au régime réel normal (EM, ET, ES, EB, EO, AM), y compris régimes mini réel (RM, RT, RS) et simplifié agricole (AET), y compris les entreprises installées en Loir-et-Cher mais relevant de la Direction des grandes entreprises.

❷ RECOURS AU TRAVAIL TEMPORAIRE



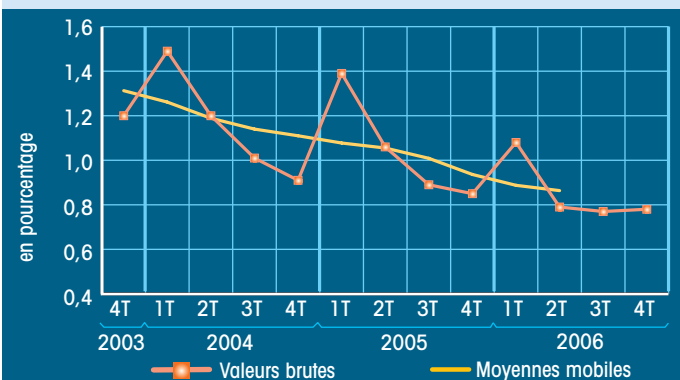
SOURCE URSSAF (SERVICES STATISTIQUES)

❸ CHÔMAGE PARTIEL (NOMBRE D'HEURES INDEMNISABLES)



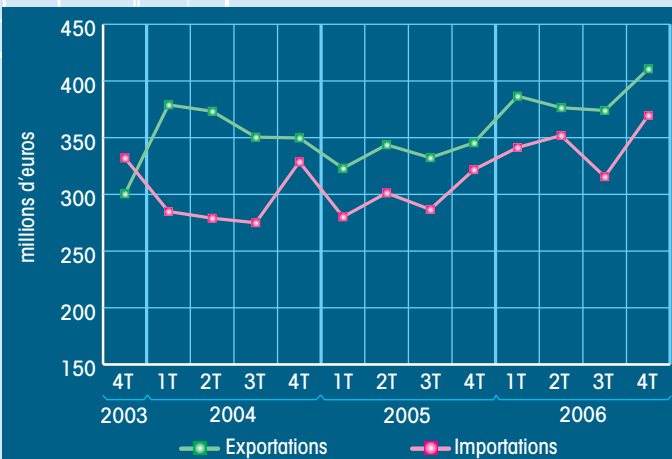
source DRTRFP

❹ TAUX DE RESTE À RECOUVRER DES COTISATIONS URSSAF



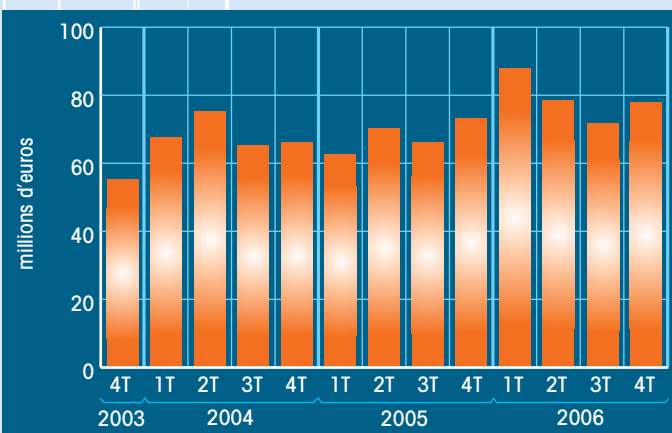
source URSSAF - Services statistiques régionaux

5 COMMERCE EXTÉRIEUR DE PRODUITS INDUSTRIELS



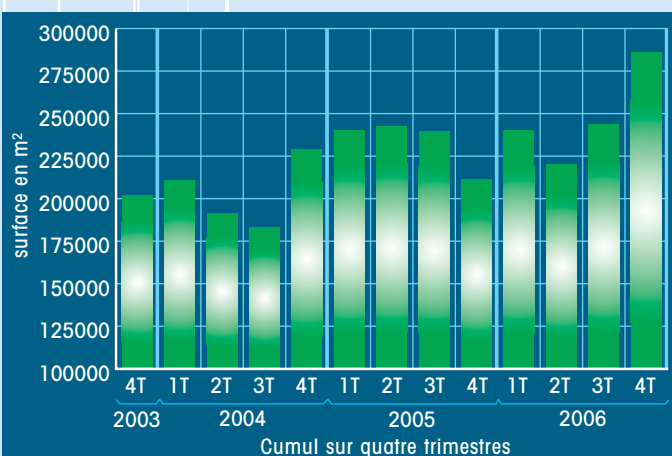
source Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects - Centre

6 INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES



source Direction des services fiscaux. Nouvelle série à partir du 1^{er} janvier 2002. Le montant des investissements est reconstitué à partir de la TVA déductible sur immobilisations inscrites au bilan et concerne les entreprises qui déclarent selon le régime réel normal. Les investissements sont issus des déclarations déposées au cours des trimestres indiqués.

7 LOCAUX D'ACTIVITÉS (CONSTRUCTIONS COMMENCÉES*)



source DRE - fichier Sitadel

* Cumul glissant sur quatre trimestres.

sûres (pharmacie-cosmétiques, IAA, machines et appareils électriques) ont tiré la tendance, mais beaucoup d'autres activités ont apporté également leur contribution, comme la métallurgie et le travail des métaux par exemple.

Les **importations** ont suivi un mouvement similaire aux exportations, avec un montant de 369,7 M €. Les écarts avec les périodes de référence sont là encore très marqués : **+ 17 % en trois mois** et + 15 % par rapport à l'automne 2005. Les valeurs sont nettement plus faibles au niveau régional, mais la tendance est également favorable. En **cumul sur l'année**, le **montant est supérieur de presque 16 %** sur celui de 2005. On constate en particulier l'augmentation des **importations de biens d'équipement** (machines, matériel informatique, etc.), **liées aux investissements des entreprises**.

Pour ce trimestre, le solde de la balance commerciale est en excédent de 41 M €, ce qui le positionne dans la moyenne de l'année. Au 31 décembre, le **taux de couverture²** est de 111 % en Loir-et-Cher et de 112 % pour le Centre.

LA REPRISE DE L'INVESTISSEMENT CONFIRMÉE EN FIN D'ANNÉE

Comme pour beaucoup d'indicateurs, les **investissements** **6** affichent un **net retour en forme** après le léger passage à vide de l'été. Avec un montant de **78,1 millions d'euros** entre octobre et décembre, ils retrouvent pratiquement leur niveau du 2^e trimestre, c'est-à-dire l'un des meilleurs résultats des 4 dernières années. Globalement, **2006** a été placée sous le signe de la reprise de l'investissement ; le total de l'année atteignant en effet 316 millions d'euros, soit **16 % de plus qu'en 2005**.

La **reprise** de la mise en chantier de **nouvelles surfaces destinées aux activités** **7**, déjà perceptible durant l'été, a reçu une confirmation très nette au 4^e trimestre. En effet, ce sont plus de **97 650 m²** qui ont été lancés ; il s'agit tout simplement du meilleur résultat des 8 dernières années. La première concrétisation de grands projets logistiques (à Mer notamment) pèse évidemment lourdement dans ce résultat, mais le commerce et à un moindre degré l'industrie y contribuent également. Le millésime **2006** se solde au final par un **total de 286 000 m²**, soit 35 % de plus qu'en 2005 (région : - 5,6 %). En revanche, le niveau des autorisations s'est très sensiblement tassé. Toutefois, les projets déjà validés, mais non commencés portent encore sur des surfaces considérables.

(2) Le taux de couverture est le rapport entre les exportations et les importations en valeur.

LA TENDANCE À L'AUGMENTATION DU NOMBRE DE SALARIÉS SE CONFIRME³

Les données provisoires de l'URSSAF pour le quatrième trimestre viennent conforter la tendance établie depuis plusieurs mois: les **effectifs salariés** ① du département **auraient en effet augmenté de 0,6 %** entre octobre et décembre en données corrigées des variations saisonnières, ce qui correspond à la **création nette de 470 emplois**. Le Loir-et-Cher compterait ainsi **82 308 salariés au 31 décembre**, hors fonction publique d'État et agriculture. Sur **l'ensemble de l'année 2006**, les gains seraient appréciables: près de **1 750 postes de travail supplémentaires (+ 2,2 %)**.

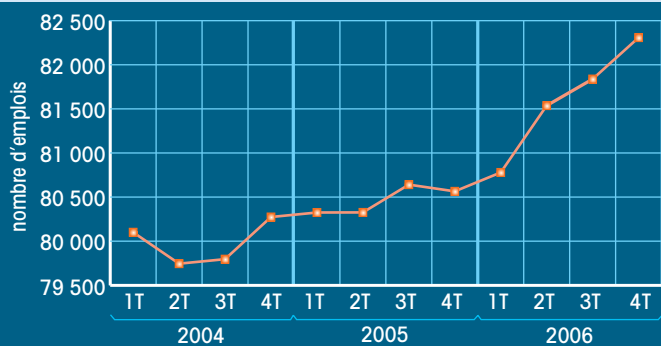
Au cours de ce dernier trimestre, les **contributions des trois arrondissements** ② **sont positives**. On remarque néanmoins que la dynamique est plus timide dans le Blaisois (+ 0,2 %), alors qu'elle est une nouvelle fois **particulièrement affirmée dans le Romorantinais (+ 1,7 %)**; le Vendômois occupe une position médiane (+ 0,8 %). **L'année 2006 restera d'ailleurs comme celle de la renaissance pour le bassin de Romorantin**. Les estimations actuelles le créditent en effet d'une **augmentation de 5,9 % de ses effectifs salariés**, représentant la **création de 870 postes nets**. Cela en fait le principal pourvoyeur de nouveaux emplois du département. La zone de Blois en aurait créé 590 (+ 1,2 %) et celle de Vendôme 290 (+ 1,9 %).

Force est de constater que le **secteur qui créerait le plus d'emplois** ③ **est l'intérim**: + 4,1 % au 4^e trimestre (corrigé des variations saisonnières) et **+ 10,6 sur l'ensemble de l'année** (+ 500 postes nets). Cette solution est la plus couramment pratiquée lors d'une hausse des niveaux d'activité, en attendant que celle-ci soit confirmée. Il convient cependant de mettre en exergue **l'excellente performance du BTP**: + 0,5 % sur le trimestre et + 4,3 % en 2006, soit + 335 postes; la croissance du secteur est quasiment continue depuis début 2003. Le **commerce** a créé le même nombre d'emplois que le BTP au cours de l'année écoulée, mais en terme relatif l'évolution est un peu moindre (+ 0,2 % sur les 3 derniers mois, + 2,7 % en 2006). Grâce à un sursaut en fin d'année qui a permis d'inverser la tendance enregistrée durant l'été, **l'industrie** aurait finalement **créé 120 postes nets** en 2006 (+ 0,5 %). En revanche, les **services** restent en deçà de leurs prestations antérieures: + 0,1 % seulement entre octobre et décembre et + 1,4 % sur l'année; cela se traduirait néanmoins par la création de 450 emplois.

Sur un an, le volume de la **masse salariale** ④ versée par les entreprises du secteur concurrentiel en Loir-et-Cher **aurait augmenté de 4,5 %**. Selon L'URSSAF, à la croissance de l'emploi se conjugue une dynamique propre des salaires. Le salaire moyen par tête progresserait ainsi de 2,6 % en moyenne dans le département, avec des disparités géographiques: + 1,9 % en Romorantinais, + 2,7 % dans le Blaisois et + 3,2 % en Vendômois.

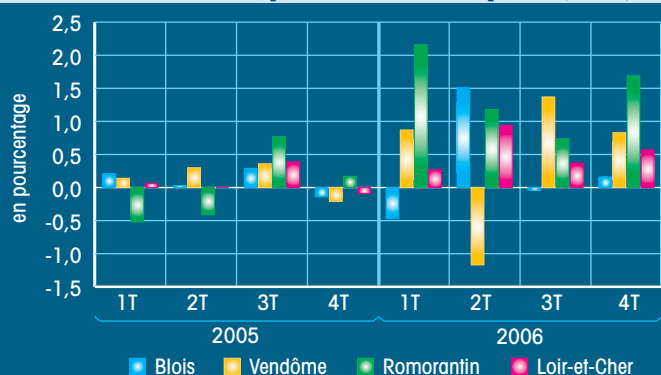
(3) rappelons que depuis le 1^{er} trimestre 2006, L'Indicateur 41 intègre l'exploitation des séries statistiques nouvellement diffusées par L'URSSAF sur l'emploi salarié et la masse salariale. Celles-ci sont disponibles par zone d'emploi et grand secteur d'activité, en données corrigées des variations saisonnières. Elles ne prennent pas en compte le secteur agricole. Les séries sont révisées à chaque trimestre depuis leur origine.

1 Évolution de l'emploi salarié EN DONNÉES CVS



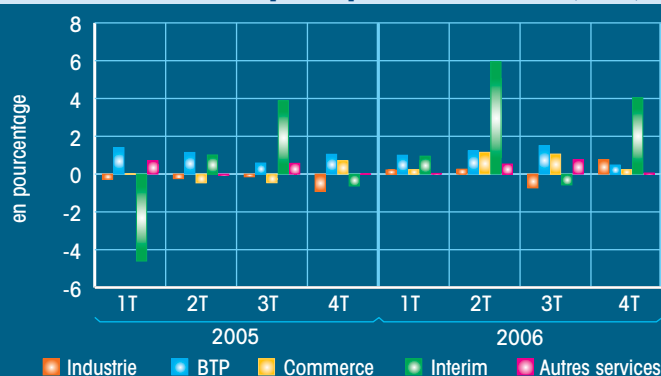
Source URSSAF de Loir-et-Cher

2 Évolution de l'emploi salarié EN DONNÉES CVS PAR ZONE D'EMPLOI (EN %)



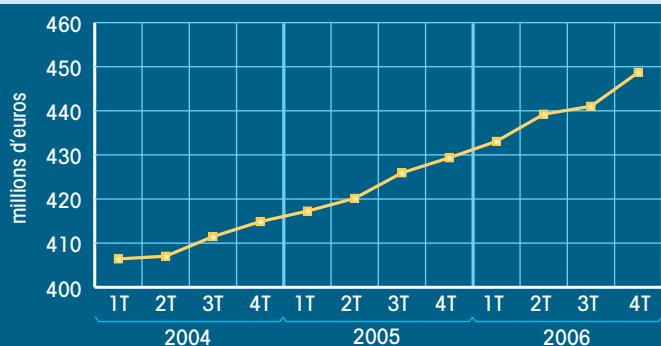
Source URSSAF de Loir-et-Cher

3 Évolution de l'emploi salarié EN DONNÉES CVS PAR GRAND SECTEUR (EN %)



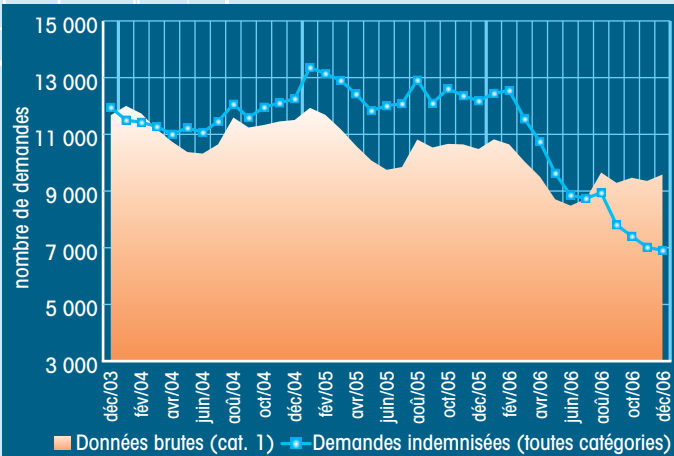
Source URSSAF de Loir-et-Cher

4 Évolution de la masse salariale EN DONNÉES CVS



Source URSSAF de Loir-et-Cher

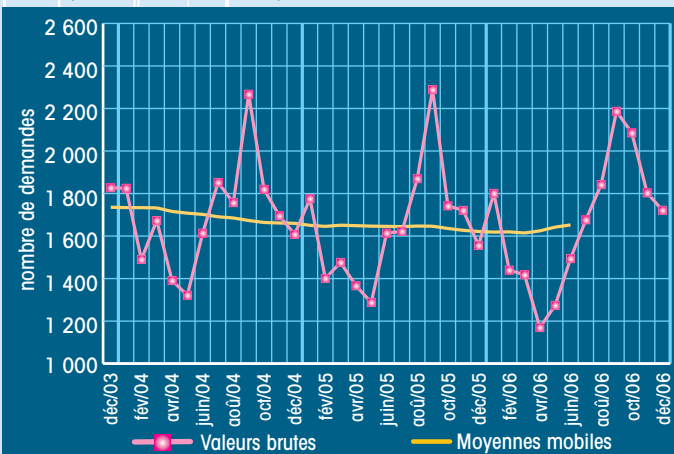
1 DEMANDES d'Emploi EN FIN DE MOIS (DEFM)



sources DRTEFP - ASSEDIC

Demandes d'Emploi en Fin de Mois de catégorie 1 (demandeurs à la recherche d'un emploi à plein temps et immédiatement disponibles).

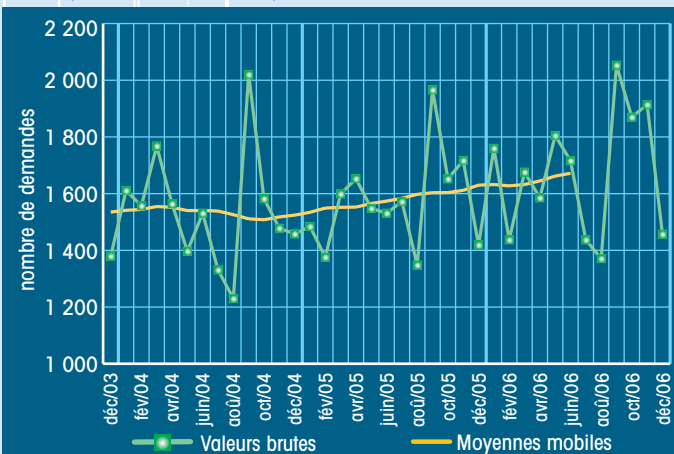
2 DEMANDES d'emploi ENREGISTRÉES (TOUTES CATÉGORIES)



source DRTEFP

Demandes d'emploi enregistrées: représentent le nombre de personnes qui s'inscrivent à l'ANPE chaque mois pour différents motifs (fin de contrat, première entrée, licenciement économique, etc.). Cette statistique mesure également un flux.

3 DEMANDES d'emploi SORTIES (TOUTES CATÉGORIES)



source DRTEFP

Demandes d'emploi sorties: représentent le nombre de personnes (alors inscrites à l'ANPE) qui sortent des listes de cette agence chaque mois pour différents motifs (reprise d'emploi, entrée en stage, arrêt de la recherche, etc.). Il s'agit d'une statistique de flux.

LE CHÔMAGE N'A PAS BAISSÉ EN LOIR-ET-CHER AU DERNIER TRIMESTRE

En **données corrigées des variations saisonnières**, le chômage a augmenté de **0,1 %** entre octobre et décembre dans notre département, mettant ainsi provisoirement fin à une très longue période de reflux ininterrompu. Cette évolution pose question, puisqu'une baisse sensible est constatée tant dans le Centre (- 2,8 %) qu'en France (- 1,8 %). En **données brutes** ①, le département compte **9 583 demandeurs d'emploi** de catégorie 1 au 31 décembre. L'année se termine donc sur une **baisse de 8,6 %**. Le rythme de décélération a donc lui aussi commencé à s'effriter un peu, alors qu'il reste très soutenu pour la région et le pays (aux environs de - 10 % pour les deux). On remarque que la plupart des autres catégories de demandeurs d'emploi voient leurs effectifs se réduire plus rapidement que la catégorie 1. Ainsi, **toutes catégories confondues**, le nombre de chômeurs du Loir-et-Cher a diminué de **12,6 %** en 2006.

Les écarts d'évolution sont restés identiques entre les trois zones d'emploi du Loir-et-Cher, mais un cran en dessous. Le **Romorantinais** conserve un tout petit avantage sur le **Vendômois** (- 11 % contre - 10,2 %), tandis que la diminution est toujours moins marquée **dans la zone de Blois** (- 7,5 %).

Le différentiel entre hommes et femmes tend de plus en plus à se réduire. Sur l'ensemble de l'année, le **chômage a reculé de 9,9 % pour les hommes** et de **7,2 % pour les femmes**. Cette moyenne cache cependant des disparités importantes entre les zones d'emploi, comme précédemment: dans le Romorantinais la baisse est nettement plus forte pour les hommes que pour les femmes (- 15,8 % pour les premiers, - 5,7 % pour les secondes); c'est également le cas, mais dans une moindre mesure, pour le Blaisois (- 9 % contre - 5,9 %). En revanche, l'inverse est constaté en Vendômois (- 7,1 % contre - 13 %). Le chômage des jeunes aura finalement reflué presque aussi rapidement que celui des 25-49 ans et même un peu plus dans la zone de Romorantin. La **baisse des effectifs des demandeurs inscrits depuis plus d'un an** aura été l'un des événements marquants en 2006: - **17,2 %**. À noter également qu'elle a été deux fois plus rapide pour les ouvriers que pour les employés (- 12 % contre - 6 %).

Les flux **d'inscriptions à l'ANPE** ② se sont situés à un **niveau particulièrement élevé** pour un 4^e trimestre: **5 609 demandes** ont été enregistrées, soit **12 % de plus** qu'à l'automne 2005. Les évolutions sont nettement moins marquées dans le Centre (+ 4,7 %) et en France (+ 0,4 %). Une forte augmentation des inscrits suite à une **fin de contrat précaire** (intérim en particulier) est à l'origine de ce mouvement. Le résultat de ce trimestre fait basculer la **tendance pour l'ensemble de l'année**. En effet, le nombre des nouvelles demandes est finalement **supérieur de 1 %** à celui de 2005, alors que jusque-là, il se situait plutôt en dessous.

Dans les territoires de référence, on enregistre une légère baisse comprise entre 1 et 2 %. En Loir-et-Cher, les **inscriptions consécutives à une fin de mission sont en nette hausse** (+ 14 %), en lien avec une activité plus soutenue qui a engendré un recours accru à l'intérim. L'amélioration des perspectives d'embauche, même de courte durée, a également conduit à une progression de 50 % du nombre de personnes désirant reprendre une activité.

Les **flux de sortie** des fichiers ont été eux aussi **spécialement étoffés** cet automne avec un total de 5241 personnes, le **plus élevé des 8 dernières années**. Il dépasse de près de 10 % celui du 4^e trimestre 2005 (Centre + 4,7 %, France + 1,6 %). Le bilan 2006 est ainsi largement positif pour le département avec une croissance de 6,5 % par rapport à l'année précédente (entre 3 et 4 % pour les territoires de référence). Les sorties pour reprise d'emploi ont augmenté de plus de 8 %; l'évolution la plus forte concerne cependant les radiations administratives (+ 23 %), résultat qui est sans doute à rapprocher de la montée en puissance du nouveau dispositif de suivi des demandeurs d'emploi, qui sont vus désormais une fois par mois par un conseiller.

Malgré une évolution moins favorable des demandes non satisfaites, le **taux de chômage** du Loir-et-Cher a encore diminué au cours des trois derniers mois (- 0,2 point) pour s'établir à **7,3 %** au 31 décembre. Un recul identique est enregistré dans le Centre (7,5 %) et la France (8,6 %). La **baisse est plus marquée** dans la zone d'emploi⁴ de **Romorantin** (- 0,4 point, à 7,5 %) que dans celles de **Vendôme** (- 0,2 point, 6,8 %) et de **Blois** (- 0,1 point, 7,4 %).

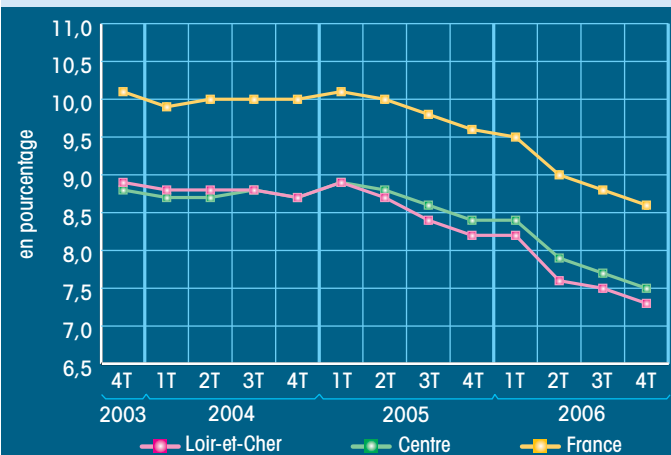
LES BESOINS EN PERSONNEL SONT SUPÉRIEURS À CEUX DE 2005

Le nombre d'**offres d'emploi** collectées par l'ANPE s'est nettement tassé entre octobre et décembre: **2770**; il est **néanmoins supérieur de 5 %** au résultat du dernier trimestre 2005, alors qu'il recule de 5 % dans l'ensemble de la région (quasi-stabilité en France). Le **bilan 2006** se traduit par une **hausse substantielle (+ 9 %)**, provenant en particulier de la progression des offres pour emploi durable (+ 10,4 %).

Pour le troisième trimestre consécutif, les besoins en main d'œuvre sont plus forts qu'en 2005, signe d'une activité en croissance. En effet, l'URSSAF a enregistré **14545 déclarations préalables** durant l'automne (hors agriculture et travail temporaire), soit **18,6 % de plus** qu'au 4^e trimestre de l'année précédente. En **cumul annuel**, le **total est supérieur de 7,7 %** à celui de 2005. Le **BTP** est toujours en pointe (+ 26,8 %), mais l'on note également des hausses sensibles dans les **services à la population** (+ 10,2 %) et **l'industrie** (+ 9,9 %). En revanche, les services aux entreprises apparaissent en net recul (- 9,9 %).

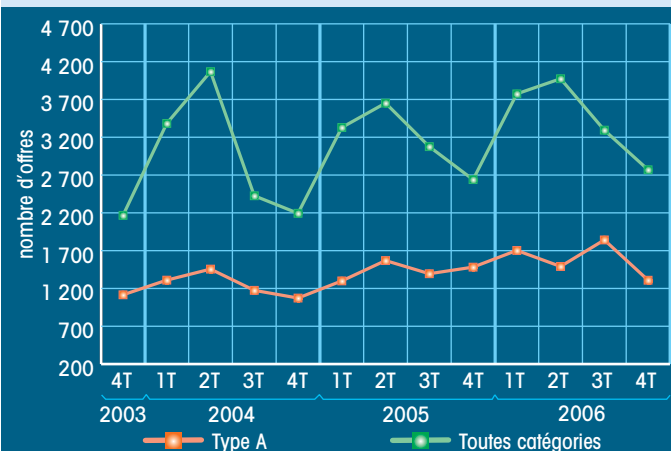
(4) La méthode de calcul des taux de chômage par zone d'emploi a été révisée et améliorée par l'INSEE. Les calculs prennent désormais en compte notamment les fluctuations saisonnières du marché du travail spécifiques à certaines zones. Les taux ont été recalculés sur l'ensemble de la période 1998-2006.

4 TAUX DE CHÔMAGE (NOUVELLE SÉRIE CORRIGÉE)



source DRTEFP

5 OFFRES D'EMPLOI ENREGISTRÉES



source ANPE

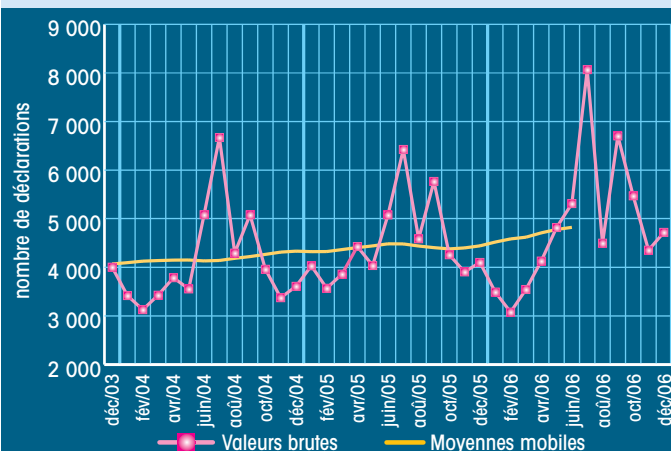
Définition des différentes catégories :

Type A - emplois durables (CDI, CDD de 13 mois et plus et CDD de 7 à 12 mois)

Type B - emplois temporaires (CDD de 1 à 6 mois, travail intérimaire de 1 mois et plus)

Type C - emplois occasionnels (CDD ou travail intérimaire de moins de 1 mois)

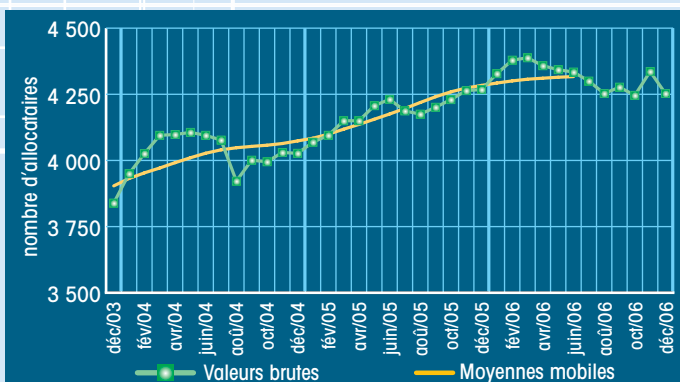
6 DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE (HORS TRAVAIL TEMPORAIRE ET AGRICULTURE)



source URSSAF (Services statistiques régionaux)

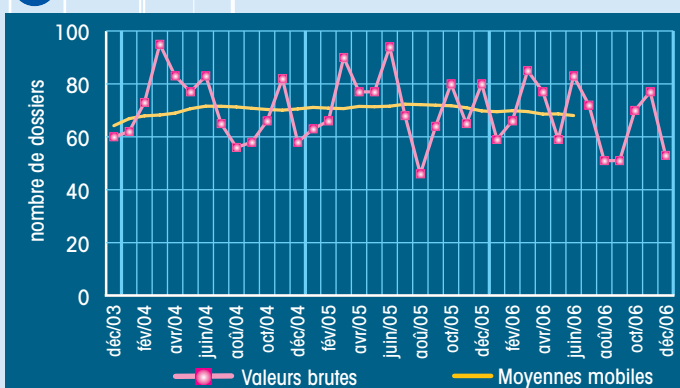
Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres: toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

1 REVENU MINIMUM D'INSERTION EN LOIR-ET-CHER



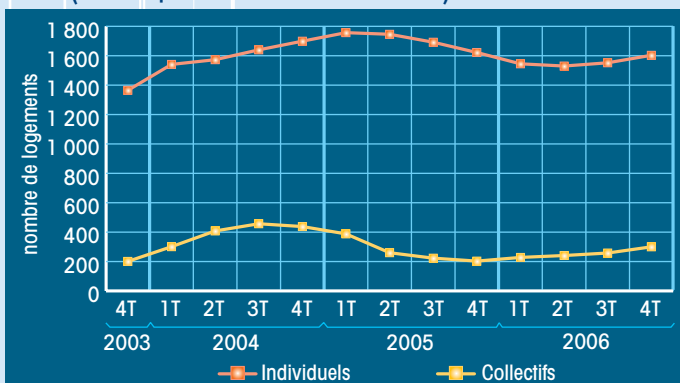
sources CAF et MSA

2 DOSSIERS DE SURENDETTEMENT DÉPOSÉS



source secrétariat de la Commission de surendettement

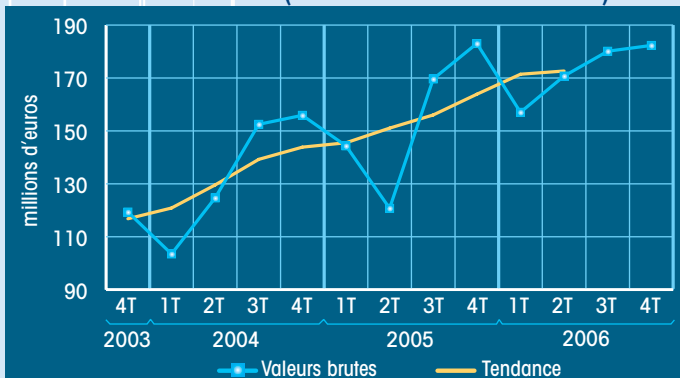
3 LOGEMENTS COMMENCÉS EN LOIR-ET-CHER (CUMUL GLISSANT SUR 4 TRIMESTRES*)



source DRE - Sitadel

(*) Il s'agit du cumul sur les 4 derniers trimestres effectué à un moment donné.

4 ÉVOLUTION DU MARCHÉ IMMOBILIER DANS L'ANCIEN (MONTANT DES TRANSACTIONS)



source Direction des services fiscaux - Base reconstituée d'après le montant des taxes relatives aux droits de mutations à titre onéreux.

LE NOMBRE DES BÉNÉFICIAIRES DU RMI EST QUASIMENT STABLE

La tendance concernant le RMI ① est loin d'être assurée. L'évolution sur le dernier trimestre fait apparaître un **très léger recul** (- 0,2 %), mais elle n'est pas linéaire ; au cours des six derniers mois, hausses et baisses ne cessent en effet de se succéder. **Au 31 décembre**, le département compte **4 253 allocataires**, soit pratiquement **autant qu'un an plus tôt** (- 0,2 %).

Bien que supérieur à celui du trimestre précédent, le nombre de nouveaux dossiers reçus par la commission de **surendettement** ② (200 entre octobre et décembre) montre que la tendance à une certaine décélération se fait ressentir. En effet, le **repli est de 11,1 %** par rapport au 4^e trimestre 2005 et en **données cumulées**, le **total 2006 est inférieur de 7,7 %** à celui de 2005. Ce résultat est d'autant plus significatif que dans le même temps le Centre et la France enregistrent une légère hausse (autour de 1 %).

LE MARCHÉ IMMOBILIER EST TOUJOURS TRÈS ACTIF

Contrairement à ce que laissaient entrevoir les autorisations délivrées, la **construction de logements neufs** ③ **n'a pas ralenti**, bien au contraire. En effet, ce sont **513 mises en chantier** qui ont été comptabilisées au cours de cet automne, soit près d'une centaine de plus que durant les deux trimestres de référence. Le **total de l'année 2006 s'établit en conséquence à 1 903**, en **augmentation de 4,3 %** sur celui de 2005 ; il s'agit du deuxième meilleur résultat des 10 dernières années. L'activité est restée quasiment stable pour la maison individuelle, mais s'est intensifiée dans l'habitat collectif. Notons que pour l'ensemble de la région, les mises en chantier sont restées au même niveau que l'année précédente. **Le contingent des nouveaux permis** délivrés en Loir-et-Cher entre octobre et décembre est une fois de plus **bien étoffé**. Il est en particulier en **très nette hausse pour les logements individuels**. Ce mouvement s'ajoute aux très nombreux projets collectifs acceptés durant l'été. **L'activité** du secteur, loin de marquer un ralentissement, **pourrait donc se rehausser** au cours des prochains mois.

Le marché de **l'immobilier ancien** ④ semble en revanche avoir atteint un palier. Le montant des transactions s'est établi à **182 M €** au dernier trimestre, soit une valeur équivalente à celle de l'été précédent, comme à celle de l'automne 2005. Pour l'ensemble de l'année, le **total général** (690 M €) est **supérieur de 11 %** à celui de 2005.

Réalisé avec le concours financier du Conseil général.

Directeur de la publication : Alain Quillout - Tirage : 600 exemplaires -
Conception/réalisation : Observatoire - Impression Alleaume -
Dépôt légal à parution - ISSN N° 1278-6950

Certifié ISO 9001 : 2000 par



N° 140394